

Conférence « Afghanistan : d'hier à demain »

Nature et titre du projet : Conférence débat « Afghanistan : d'hier à demain »

Date et durée : 23 Mars 2023 - 18h30-20h

Lieu : Maison de l'international de Grenoble

Intervenants :

- Régis Koetschet, diplomate français, ancien ambassadeur de France à Kaboul.
- Wahid Nawabi, président de l'association Ensemble pour l'Afghanistan.
- Guy Caussé, président de Humacoop-Amel France.
- Hakima Ali ZADA, Avocate afghane en droit des femmes.

Les organisateurs : Humacoop-Amel France

Partenariats : Ensemble Pour l'Afghanistan, association IDEES, association Eole, Afrane, COFA

Contexte : La conférence « Afghanistan : d'hier à demain » a eu lieu le 23 Mars 2023 à 18h30 à la Maison de l'international à Grenoble et s'est accompagnée d'un verre de l'amitié à l'issue de l'évènement. Les objectifs de cet évènement étaient de témoigner de la situation de la population afghane et d'échanger autour de l'actualité de l'Afghanistan et des enjeux géopolitiques auxquels le pays fait face, et ce dans le cadre du centenaire de l'amitié franco-afghane et la fête printanière de Norouz.

- ❖ La conférence a commencé par une introduction de Laura Pfister, adjointe délégation à l'égalité des droits à la ville de Grenoble
- ❖ Mot introductif et de remerciement de Guy Caussé, président de Humacoop-Amel France

Intervention de Wahid Nawabi, président d' Ensemble Pour l'Afghanistan

L'association EPA est née à la chute des Talibans. Une mission d'audit a été organisée sur le terrain en 2002 et les contours d'une action possible ont été définis tout en se plaçant sur le long terme pour ne pas faire de simples distributions, mais davantage pour voir comment capitaliser sur une génération.

1. Education de la petite enfance puis des jeunes filles
2. Promotion des droits des femmes en Afghanistan et aide à l'acquisition des compétences

EPA essaye de s'ancrer sur un seul district pour travailler sur les deux axes en bâtissant un écosystème avec les différentes composantes de l'action. L'association a développé un programme d'aide au développement dans une stratégie de long terme avec l'idée de bâtir une approche pilote : Que faire pour l'éducation ? Comment faire vivre une maternelle dans

un pays après quarante ans de guerre ? EPA a partagé son expérience avec les autorités locales → uniquement besoin de 115€/an/enfant.

La deuxième approche au niveau de l'éducation → compte tenu des carences éducatives, du manque de formation et de compétences et des effectifs réduits d'enseignants, l'objectif est d'une part de mettre un focus sur la formation des enseignants (3500 heures de formation pour les cinq établissements de filles) et d'autre part, de mettre en place des cours de soutien périscolaire pour faire en sorte que l'assimilation du contenu pédagogique s'améliore. EPA a ainsi présenté son projet auprès de l'Éducation nationale : une heure de formation par enseignant coûte 1€. 300h de formation minimum étaient nécessaires pour chaque enseignant pour arriver à un niveau acceptable. Les réflexions se sont ensuite poursuivies avec les pouvoirs publics.

Après avoir couvert la primaire et le secondaire, la question s'est posée de comment permettre l'accès des bacheliers à l'université. Un programme de bourses pour couvrir toute la période d'étude a été mis en place dans l'idée de couvrir l'ensemble de la chaîne éducative. 56 bourses ont été accordées, 47 personnes ont été diplômées.

Concernant l'axe "éducation et formation des femmes du quartier", le programme inclue différentes matières (couture, anglais etc.) et ainsi que le déploiement d'une antenne médicale grâce à une sage-femme ce qui était du jamais vu en Afghanistan, qui est le pays avec le taux de mortalité le plus élevé du monde à cause du manque de suivi de grossesse. Enfin, un volet d'aide au développement économique local a été instauré grâce au microcrédit destiné aux paysans maraîchers et artisans locaux. Un crédit de 1200€ à taux 0 a été accordé sur une durée de trois ans. La seule condition d'éligibilité était l'éducation pour tous les enfants en âge d'aller à l'école. Ce suivi de la scolarisation était possible puisque toutes les actions s'effectuent dans le même district. Les résultats de ce projet étaient très positifs : 100% de recouvrement des crédits, doublement du revenu des paysans et artisans ayant bénéficié du crédit et autosuffisance totale de ces paysans. Si le programme était déployé à l'échelle du pays, il suffirait de 6 milliards de dollars pour permettre à presque toute la population de s'auto-suffire sur le long terme. Cependant, le FMI n'a pas trouvé d'intérêt à financer un tel projet puisque les taux zéro n'impliquaient aucun bénéfice. Le budget moyen par de EPA est de 30000€, ce qui est dérisoire par rapport aux dépenses militaires américaines. Depuis 20 ans, EPA est enraciné dans ce district et réussit à rouvrir le centre pour les femmes malgré le contexte actuel. 100 femmes s'y rendent quotidiennement. Il s'agit du seul centre en Afghanistan fonctionnant ainsi. EPA appelle aux soutiens pour faire vivre ce centre qui demeure un des rares endroits d'espace de socialisation aujourd'hui.

Intervention de Régis Koetschet, ancien ambassadeur de France à Kaboul

La réflexion va s'articuler autour de 3 moments pour essayer de comprendre où on en est et ce qu'on peut faire. Il faut d'abord remonter dans le passé et faire de la géopolitique, bien qu'elle soit à manier avec prudence. Régis Koetschet croit en la centralité de l'Afghanistan. Qualifié d'"Oeil noir qui attire tous les malheurs du monde", l'Afghanistan est au coeur des drames, conflits, son positionnement géographique est très complexe, tout comme sa réalité humaine et politique. Les spécificités de l'Afghanistan constituent le deuxième élément. Les

espaces sont reliés les uns aux autres. Il existe des fragmentations géographiques et ethniques certes, mais qui créent aussi une sorte de forme d'unité. Le sentiment national est important, il y a une identité nationale malgré la réalité géographique et humaine de la fragmentation. Les questions de centre/périphérie et de villes/campagnes sont importantes aussi. L'Afghanistan est un pays avec une complexité traditionnelle, des périphéries fortes et un Etat faible et inversement, ce qui explique un certain nombre de choses jusqu'à aujourd'hui.

Deux dates clés sont à retenir :

- 1979 : l'intervention soviétique, une date clé dans une année clé. C'est aussi l'année de la révolution iranienne, du traité de paix entre Israël et l'Egypte, l'attaque de la Mecque et à la fin de l'année l'intervention soviétique en Afghanistan qui correspond aussi à l'un des berceaux du mouvement humanitaire français. Dans le centenaire de l'amitié franco-afghane, une part importante revient à cela.
- 2003 : la perspective de l'intervention de la coalition internationale modifiée, la fin d'une période enchantée de l'année 2002 qui voyait avec plaisir les forces internationales arriver. La guerre en Irak prend le lead, la guerre en Afghanistan devient secondaire et est traitée comme telle, ce qui entraîne un élan au renouveau de l'insurrection. L'Afghanistan en fait partie de ces répliques de 2003 de l'intervention américaine en Irak qu'on observe encore aujourd'hui.

Régis Koetschet était ambassadeur de 2005 à 2008 à Kaboul et au Pakistan dans les années 80 où les liens avec la résistance afghane se créaient depuis le Pakistan, qui accueillait à l'époque le plus de réfugiés au monde.

[Référence à la revue de l'AFRANE sur l'Afghanistan]

Le deuxième temps est celui qui nous conduit à la situation actuelle. Cet effondrement soudain et rapide amène des interrogations sur le plan militaire. Il suffisait de réfléchir pour comprendre ce qui allait se passer. Deux livres, par Jean-Pierre Perrin "Kaboul l'humiliante défaite", et Serge Michailof "Autopsie du désastre afghan", montrent bien comment les choses vont se passer dès 2003. Le peuple afghan n'a jamais eu son mot à dire, les politiques afghans et la communauté internationale disaient des choses que l'autre voulait entendre, avec en plus les complexités afghanes qui n'ont jamais été prises en compte.

Régis Koetschet prend l'exemple du dîner chez l'ambassadeur d'Italie pour illustrer cela. A la mention des complexités afghanes lors de ce dîner, la parole lui est coupée. Il y a une sorte d'ignorance de ces "complexités", un mot d'ailleurs tabou à l'époque jusqu'à Obama. On avait une vision sans complexités, sans prises en compte, qui a conduit aux conséquences actuelles.

L'Afghanistan est un pays qui a un immense besoin de développement, une volonté de rattraper le temps perdu et une immense résilience. Le développement s'est focalisé sur les villes au détriment des campagnes, qui sont aussi fragilisées par le dérèglement climatique contrairement à ce qu'on croit. L'action militaire intervenait dans les villages avec des bombardements, des fouilles des maisons qui ont été ressenties comme intolérables par la population. La guerre des Soviétiques était une guerre sale qui rappelle l'Ukraine aujourd'hui. L'intervention de la coalition était une sorte de guerre asymétrique entre actions terroristes et actions conduites par l'aviation, les drones etc. qui a nourri une méfiance et un ressentiment perceptible. Le mouvement taliban s'est développé surtout dans les campagnes qui ont été converties. Les autorités locales sont violentes et corrompues. L'aide qu'on pouvait apporter a été affectée et a nourri un profond ressentiment. Un troisième élément est l'élément diplomatique avec l'accession au pouvoir du président Trump qui a généré une sidération parmi les gens. Personne ne savait ce qui allait se passer. Très vite,

on se rend compte du désir de terminer une guerre impopulaire à n'importe quel prix. Cela a conduit aux fameux accords de Doha qui se sont faits sans les autorités afghanes et sans les partenaires des US (c'est-à-dire les Européens) donc avec une vision strictement américaine endossée par Biden qui avait une vision très négative de l'Afghanistan. Il était d'ailleurs conscient que les accords posaient problème mais il était trop tard pour revenir sur la mécanique. Tout le monde a compris que les dés étaient jetés et que la conséquence était là. Les Talibans ont œuvré rapidement avec des motos et cette notion qu'on peut arriver vite sur les lieux qui donne aussi l'impression d'une présence extrêmement forte. Les images du 15/08/2021 restent gravées dans les esprits avec les personnes tentant de quitter le pays désespérément à l'aéroport de Kaboul. Nous ressentons un sentiment de tristesse, de colère et de honte vis-à-vis de la population qui s'est engagée et qui a endossé avec beaucoup de courage et détermination et ne peut oublier ce qui s'est passé.

Le troisième moment est celui qui est devant nous : que va-t-il se passer ? Le premier élément est celui de la fameuse géopolitique, cette région est marquée par la géopolitique. L'Afghanistan a été le laboratoire de la guerre d'hier et de celle de demain avec les nouveaux paradigmes de la drogue, de la criminalité et du terrorisme. Le "pivot eurasiatique" était celui de Poutine, d'Obama. L'Afghanistan est effectivement un pivot entre le monde de l'Europe et celui de l'Asie du Sud-Est. C'est également ce flanc sud de cet ancien empire soviétique sur lequel Poutine conduit des opérations en Ukraine et parle avec la Chine. Le retrait américain de l'Afghanistan avait conforté Poutine dans ses idées de lancer des opérations spéciales car il représentait un élément de faiblesse du monde occidental. L'Afghanistan connaît une mutation en se situant aux bords des pays du Golfe. La Chine gère une relation entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. Des mouvements extraordinaires se passent dans cette région du monde, avec notamment cette notion de "morceau de guerre" autour du nucléaire iranien. Au cœur d'une région extrêmement sensible et délicate, l'Afghanistan est au centre de ce mouvement tout en étant dans une grande impuissance par rapport à cela puisqu'il est à la merci de la Russie et de la Chine qui ne sont pas des protecteurs mais qui sont les seuls pays à entretenir des ambassades. Hormis eux, il n'y a presque personne. Même les Emirats qui gèrent l'aéroport de Kaboul ont réduit leur personnel face aux inquiétudes sécuritaires. C'est un pays en difficulté et en solitude par rapport à la communauté internationale. De plus, la Chine a des vues sur le sous-sol afghan et la nouvelle route de la soie. Deuxièmement, il est important de parler de ce qui se passe à l'intérieur du mouvement des Talibans. Les divisions ne sont pas nouvelles. Il existe une grande opacité actuellement autour du mouvement qui demeure une boîte noire pour nous tous. Par rapport à 1996, leur base ethnique est plus large et n'est plus recroquevillée sur Kandahar. Dans la réalité, beaucoup de choses qui se passent répondent à cette grille de lecture. On peut parler de "purification" quant à l'accès des femmes à l'espace public et leur droit à l'éducation alors qu'une partie des Talibans y est favorable. La difficulté aujourd'hui consiste à voir ce qu'on peut faire car les besoins de la population sont là. Le pays est en dessous des radars et risque de finir abandonné. On a besoin de témoins, de présence, ainsi que de l'extrême nécessité de maintenir active la relation d'amitié avec l'Afghanistan et les Afghans qu'on accueille en France, aussi pour donner la force de la dimension culturelle à faire vivre à travers cette amitié.

Témoignage de Hakima Alizada, avocate afghane spécialisée dans les droits des enfants et les droits de l'homme

Hakima Alizada est née en 1986 en Afghanistan et est issue de l'ethnie hazara. Avec l'arrivée des Talibans, sa fille n'a pas pu terminer ses études en Afghanistan. Elle est très courageuse, intelligente et intéressée pour travailler dans le droit. Hakima est avocate, étudiante en droit et sciences politiques en France. Avant cela, elle a effectué un master à l'université de Kaboul. Elle a été avocate pendant sept ans aux Droits de l'Homme en Afghanistan. Elle était cheffe d'équipement sections d'enregistrement et traitement des droits humains et directrice de la section d'appui à la convention des femmes. Elle est également professeure à l'université et fondatrice de la clinique juridique de l'université de Bâmiyân.

Son intervention d'aujourd'hui s'articulera sur deux temps :

1. La condition des femmes avant l'arrivée des Talibans

Avec la chute des Talibans en 2001 et la nouvelle république islamique afghane, les femmes étaient déjà profondément affectées dans leurs conditions de vie. Un focus important a alors été accordé à la promotion des droits des femmes. Des défaillances notoires existaient à l'intérieur du système politique en place mais aussi au niveau des mentalités du pays et de l'Etat. Hakima va tenter de montrer les défaillances à travers des exemples vécus personnellement. En cas de violence grave envers les femmes, elle allait vers la police en premier lieu. Le champ d'action et le territoire d'intervention des responsabilités des autorités de sécurité était défini. L'expérience de Hakima est principalement à Bamiyan (centre de l'Afghanistan) où la carence en effectifs capables de gérer l'ensemble de ces situations constituait un des défis majeurs. 17 unités à travers l'ensemble de la province étaient censées récolter ces cas de violences mais que deux policiers étaient réellement mobilisés pour traiter tous ces cas de violence dans le centre. Les plaintes devaient être traitées sous 48 ou 72h dans la loi mais le traitement s'effectuait en réalité pendant des semaines, notamment à cause du problème récurrent de manque de budget. Les salaires très faibles donnés aux effectifs en place sont un autre élément à prendre en compte. Seul un petit nombre de cas débouchait en investigation. L'ensemble des retards créait une insatisfaction envers les pouvoirs publics. Du fait d'un chômage massif, le recrutement via la police était très facile. Les recrutements se faisaient alors sans réelles compétences ou expériences. Il suffisait d'avoir un bac afghan, ce qui a généré tout un système incapable de gérer les plaintes. De plus, il existait de nombreux dysfonctionnements lors de la prise des plaintes ou des auditions des plaignantes par la police qui n'avait pas les compétences requises et introduisaient des distorsions énormes. Quand on atteignait le niveau des procureurs, un autre problème se posait car presque tous étaient corrompus et n'avait aucune compétence juridique. Les juges ne pouvaient être nommés que par le piston. Plus l'enquête avançait, plus les exigences devenaient importantes. Dans de nombreux cas, les enquêteurs déformaient la plainte initiale. Certaines femmes étaient emprisonnées enceintes et restaient en prison avec leur enfant s'il naissait pendant la période d'enfermement par exemple. La majorité des juges était sans formation d'études supérieures ce qui fait que le jugement s'effectuait davantage sur la charia que sur la constitution.

2. La condition des femmes maintenant

Hakima est toujours en contact avec des gens à l'intérieur du pays qui transmettent des informations précises. Les notions d'égalité femmes/hommes qui étaient en vitrine ont complètement disparu. Dans toutes les décisions prises par le gouvernement taliban, les femmes sont inexistantes. Il n'y a aucune institution ou organisme actif autour de la question de la défense des droits des femmes. Les libertés les plus fondamentales et basiques (éducation, accès à la santé, travail) ont toutes disparu. On observe de très nombreux cas de suicides, de mariages forcés. Il y a une réelle souffrance psychologique énorme des

femmes aujourd'hui du fait de l'absence des libertés essentielles. Hakima mentionne le cas d'une femme de 17 ans qui a eu un AVC à cause de ce stress. La pauvreté, la faim aujourd'hui qui touchent l'ensemble de la population afghane ont poussé les familles à vendre leurs enfants, surtout les filles. Les femmes n'ont plus le droit de choisir ce qu'elles souhaitent, comment s'habiller ou ce qu'elles souhaitent faire de leur vie. Ça va jusqu'à pratiquement l'impossibilité d'avoir recours à la contraception si le mari décide d'avoir des enfants. Il n'y a aucune institution capable de porter la voix de ces femmes pour faire connaître cette souffrance. Pour les femmes qui avaient des responsabilités dans le pays, on recense des cas de disparitions, de meurtres, comme l'exemple de la directrice de la prison des femmes qui a disparu depuis huit mois. Les femmes afghanes se trouvent aujourd'hui abandonnées, malgré les manifestations qui sont à échelle réduite face à la répression du régime. Il est difficile de faire avancer leur cause face à la disproportion de la force. La plupart des femmes sont terrorisées par la répression. Le mince espoir qui existe aujourd'hui serait une pression des institutions internationales et des Etats sur le régime (par des sanctions diplomatiques). Si l'aide est distribuée sous forme humanitaire, la crainte est qu'elle finisse dans les poches d'un certain nombre de talibans qui en profitent.

❖ Questions et remerciements

Photos :













